

Conflit Aircal : enfin des négociations !



MENSUEL N°18
JUN 2009
100 Frs

Actualité Syndicale



Page 6

AIRCAL
Le conflit s'est enlisé durant près de trois mois



Page 7

SUPER U TRIANON
Plus de considération pour le personnel

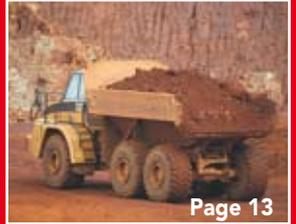
Espace Militant



Page 11

PORTRAIT
De la bonne humeur avec William !

Actualité En bref



Page 13

ZAC DE DUMBÉA
Grogne des rouleurs

Dossier **Politique**

**Pari réussi pour
le Parti Travailleiste**
Pages 8 et 9



Actualité syndicale

- Marche du 1^{er} Mai : Un tremplin pour le Parti Travailleiste
- Aircal : Le conflit s'est enlisé durant près de trois mois
- Carsud : Une nouvelle flotte, de nouveaux tarifs
- Cégélec : Augmentations pour tous les salariés
- Super U Trianon : Plus de considération pour le personnel

Espace militant

- Point de vue : Souviens-toi, Fils de l'igname...
- Portrait : De la bonne humeur avec William !

Echos des fédés

- Brèves en images
- L'actualité sociale en bref

Actualité régionale

- Le Conseil de Sécurité de l'ONU se préoccupe de la situation des Iles Fidji

Actualité internationale

- France : La colère des salariés

Page 4-5

Page 6

Page 6

Page 7

Page 7

Page 10

Page 11

Page 12

Page 13

Page 14

Page 15

Directeur de publication : Gérard Jodar
Responsable de la rédaction : Alain Trupit

Rédaction : Ingrid Chanene

Conception et réalisation : SCOV

Photos : Ingrid Chanene

Impression : E.I.P.

Tirage : 2000 exemplaires

Journal en vente au siège de l'USTKE au prix de 100 Frs.

☎ 27.91.46 / E-mail : comustke@hotmail.com

La désinformation au cœur du conflit Aircal

Depuis quelques semaines on aura pu lire et entendre tout et n'importe quoi sur le conflit Aircal. L'USTKE est accusée d'avoir voulu détourner des avions, d'avoir posé une bombe, d'avoir eu comme seul objectif que de pénaliser la population. Tout ceci n'est que mensonge et manipulation. Le conflit Aircal est un conflit comme beaucoup d'autres à une exception près : depuis 3 mois la direction a refusé tout contact, toute rencontre ou négociation. Dans un pays où le patronat ne cesse de parler de dialogue social, on a dans ce conflit une démonstration édifiante de leur vision des choses. Nous l'avons toujours dit le dialogue social n'a qu'un objectif : endormir et rendre docile les organisations syndicales. L'USTKE n'acceptera jamais ce genre de démarche. Le 28 Mai au matin une manifestation générale était prévue devant l'aérogare de Magenta. Nous avons fait en sorte que, dès la veille au soir, l'Etat et la Police soient informés de notre action qui se voulait pacifique et dont l'objectif était de pousser l'Etat à exiger de la part d'Aircal la participation de la direction à une médiation. Lorsque les militants de l'USTKE sont arrivés devant l'aérogare à 4 heures du matin celui-ci était déjà totalement bloqué par les forces de l'ordre. Nous avons demandé à l'officier présent une négociation ce à quoi il nous a été répondu que l'Etat nous donnait cinq minutes pour évacuer les lieux sinon les forces de l'ordre donnaient la charge sur les manifestants de l'USTKE. C'est ce qui fût fait ne laissant d'autre choix pour une trentaine de militants que la possibilité de se réfugier dans les avions stationnés sur le parking. Aucune dégradation n'a été faite sur les avions, aucune bombe n'a été posée par l'USTKE, tout cela a été de l'intox pour justifier la garde à vue puis la mise au camp

Est de quelques militants. Nous sommes en mesure de prouver ce que nous disons. Nous interpellons donc toute la presse pour qu'elle nous donne les temps de parole nécessaires et suffisants, y compris dans le cadre de débats contradictoires avec nos accusateurs pour qu'enfin la population du pays sache la vérité.



**Le Président de l'USTKE,
Gérard Jodar.**

•
•
•
•
O
T
D
E

La marche du 1^{er} Mai : un tremplin pour le Parti Travailleiste

La marche du 1^{er} Mai avait un goût de propagande électorale à une semaine des élections provinciales, une démarche sans nul doute de l'organisation syndicale qui se veut avant tout indépendantiste dans ses positions. Un tremplin utile face aux grands partis disposant de moyens des plus avantageux.



Une fois de plus, les sympathisants et les militants ont répondu présent à l'appel de l'USTKE. Les organisations environnementales et le Parti Travailleiste étaient invités y compris ceux qui voulaient. Seul le bras politique de l'organisation syndicale y a participé activement. Responsables, membres du bureau confédéral, membres du collège honoraire de l'USTKE étaient à la tête du cortège, accompagnés de quelques enfants portant le drapeau de l'USTKE. Une fois de plus, certes moins nombreux que l'an dernier, plus d'un millier de manifestants se-

lon les responsables, ont défilé aux côtés des responsables. La marche du 1^{er} Mai de l'année dernière se situait avec une actualité sociale houleuse. Faut-il rappeler que les responsables étaient préoccupés par le patronat, le conflit de CFP, le conflit de Carsud, celui de Ponérihouen Ambulance et celui de Fabical. La liberté syndicale a été particulièrement défendue par nos camarades à une période génératrice de conflit en tout genre.

Les thèmes défendus pour cette année restent de surcroît : la protection de l'emploi local et le contrôle de l'immigration. Le

cortège des manifestants est parti de la Vallée-du-Tir, comme à son habitude, s'est dirigé vers l'entrée de la ville, en contournant le rond-point Patch afin de longer le quai Jules Ferry. C'est sous un soleil de plomb que les manifestants ont arpenté les rues de Nouméa. Entre chaque délégation d'une ou deux Fédérations, un camion chargé de la sono s'est occupé de l'animation. Musiques, messages à l'intention des militants, ont ponctué les prises de paroles des responsables de l'animation. Ils ont encouragé tout ce beau monde à tra-

verser les rues du centre ville. Faisant un détour à l'angle du Commissariat Central et entre la bibliothèque Bernheim, le cortège a longé la moitié de la Place des Cocotiers pour enfin reprendre la rue Georges Clémenceau qui rejoint directement l'entrée du quartier de la Vallée-du-Tir. Bruyant ou clamant des slogans, le défilé des manifestants ne s'est pas arrêté pour autant comme l'an dernier à chaque point stratégique, à savoir entre autres, devant le Haussariat ou devant le Commissariat Central. Le millier de manifestant a continué à



suivre son parcours et s'est enfin arrêté au niveau de la Maison des Syndicats. Les nombreuses personnes se sont agglutinées ou regroupées devant les stands ou à l'ombre des arbres pour certains. S'en est suivi le meeting, commencé par Gérard Jodar, et poursuivi par Marie-Pierre Goyetche, vice-présidente de l'organisation syndicale. Elle a parlé en tant que tête de liste du Parti Travailleiste de la province Sud. Hasard du calendrier, les élections provinciales se sont déroulées une semaine après la marche, l'occasion pour les responsables du Parti de faire passer leur message auprès des citoyens. Le micro en main, Marie-Pierre Goyetche n'a pas hésité à dire qu'il ne fallait pas se tromper de candidat et que le vote du 10 Mai était crucial si l'on voulait du changement. De fustiger l'arrivée des jeunes extérieurs au pays dans les établissements secondaires du pays alors que les élèves d'ici peinent à trouver des places dans les lycées ; d'encourager les femmes dans leur combat quotidien ; d'évoquer les problèmes liés à la protection de

l'environnement. D'autres sujets ont été âprement défendus, voire dénoncés au micro par les responsables du Parti. Après Georges Mandaoué, suivra Louis Kotra Uregei qui, comme à leur habitude, ont su captiver les participants. Dans le même sens de leur camarade M-P. G, les deux candidats ont ouvert le bal des reproches par rapport au pouvoir en place et de rappeler la place de lutte du peuple kanak dans son ensemble ; il était bon, selon eux, que la politique soit pratiquée autrement, et surtout qu'elle soit orientée vers le

peuple, les populations ressentant des besoins précis. Il était temps et ce depuis la mise en place du Parti, depuis un an et demi, que la branche politique du syndicat, ait sa place au niveau des institutions. Et surtout, qu'il ait des sièges dans les hémicycles provinciaux... Et surtout de voter utile le 10 Mai, de " choisir le bulletin rose ", dit-il G. Mandaoué à la fin de son discours. Une petite remarque bien amusante mais qui a fait son effet le dimanche suivant. Peu après, la journée s'est poursuivie avec l'assaut des stands habituels (vente de brochette, de barquette, de boissons fraîches...), un bric à brac était même de la partie faisant de nouveaux acquéreurs, de nouveaux heureux... Deux groupes ont animé cette fin de journée, à commencer par un groupe tahitien, suivi par une autre formation de musiciens et de chanteuses (la bande à Laval), qui ont bien agrémenté la fin des activités dédiées aux travailleurs et aux travailleuses du pays. ■

Des étudiants calédoniens lors de la marche du 1er Mai, à Toulouse, avec le NPA.



Aircal : le conflit s'est enlisé durant près de trois mois

Le ciel a été perturbé car la direction s'est entêtée à ne pas négocier avec la section STKE/Aircal pour ce qui concerne le paiement des jours de grève. Une question de principe qui a débouché sur une grève générale illimitée.

Après un mois et demi sans avoir vu la direction en face de soi, la section STKE de la compagnie domestique a rencontré de nouveau le président du Conseil d'Administration et le DG de la société d'exploitation des transports aériens locaux peu avant la fête de l'avocat. Les discussions portaient notamment sur la réintégration de notre jeune camarade.

Revenons à l'origine du litige qui oppose les deux parties : une ouverture de poste en tant qu'agent de vente a été effectuée. Après une sélection des candidats, Mr William Hiage, le Directeur Général n'a pas souhaité retenir la candidature de notre jeune employée. Etant compétente et ayant exercée durant un an en accumulant des CDD à ce poste, la section STKE a suggéré sa candidature pouvant ainsi déboucher sur un CDI. Le DG a prétexté une clause de confidentialité non respectée et pour une raison extraprofessionnelle, il a adopté une position de principe non fondée au regard de l'USTKE. Depuis début Mars, la section a toujours dénoncé cette situation méprisante. Fin Mars, le DG a donné sa démission, qui par ailleurs a obtenu le soutien du président du gouvernement, Mr Harold Martin. Puis à nouveau, le DG est revenu



à la direction d'Air Calédonie sous la pression médiatique de cette affaire, et peut-être aussi par l'approche des élections provinciales. Mais sans effet puisque cette situation n'a engagé aucune discussion de la part de la direction. " Une disposition ternie par le jeu du chat et de la souris pendant près d'un mois et demi ", a souligné Joseph Boanémoa, le secrétaire général de la Fédération USTKE/THT. " Cette affaire a été politisée alors qu'il était simple au départ de discuter sur un poste resté vacant ", a ajouté Gérard Jodar. Un vice de forme observé sur le contrat de la jeune employée obligera certainement son employeur à la reprendre après le dépôt de cette requê-

te auprès du tribunal administratif. L'USTKE a tenté le tout pour le tout. Aucune nouvelle négociation n'avait entamée entre temps et pouvait déboucher " sur une grève générale touchant l'ensemble des secteurs d'activité ", avait prévenu Gérard Jodar. Malgré le retour des beaux jours, le ciel de Magenta risquait de virer au gris durant la semaine du 18 mai. En attendant le coude à coude entre les deux parties, la fédération des usagers des îliens, semble-t-il représentant la clientèle de la province des îles, et des îles Bélep campait en face des camarades grévistes à l'aérodrome de Magenta. Défendant par principe le droit des passagers en partance/ou provenance des îles mais dont les seuls fidèles ne sont que quelques gens du district de Guama ou du parti politique du grand-chef. On sait à présent d'où venait la politisation de cette affaire ! Quand vous aviez pris l'avion, des banderoles déployées de toute part à l'entrée de l'aérogare de Magenta avait pour ainsi dire déclaré " une guerre de banderoles ". Qui fera mieux que l'autre ? (cf page 13) ■

Le conflit est réglé à Carsud : une nouvelle flotte, de nouveaux tarifs

Le 22 Avril, une nouvelle flotte de bus de Carsud arrive à point nommé où l'état désastreux des véhicules se faisait ressentir. Le lundi suivant, ce sont nos camarades grévistes qui reprennent le chemin du travail après 17 mois de conflit, d'abord avec la direction de Carsud puis celui-ci s'est orienté contre la direction de la Province Sud. Mi-Mars, une première rencontre s'est établie entre Gérard Jodar et le Président de la Maison Bleue, Philippe Gomès. Premier sujet de discussion : la réintégration des camarades

licenciés durant la grève. Puis viendra la réintégration du principal intéressé, Franck Tokotoko, principal sujet de discorde. Celui-ci ne sera pas repris, par contre il partira avec une indemnité largement compensatoire. En ce qui concerne la flotte des nouveaux bus, elle en comporte 32. Les usagers du réseau du Grand Nouméa devraient être satisfaits du confort, et l'attente aux arrêts devrait s'amoinrir du fait de la reprise du travail de nos adhérents et de la mise en circulation des véhicules neufs. ■

Véolia laisse la direction de Carsud à Promosud qui a racheté 70% des actions à Véolia. Le coût du rachat s'élève à 920 millions de francs. Les tarifs pratiqués auparavant sont revus à la baisse, ainsi les moins de 26 ans bénéficient d'un forfait uni-zone de 3000 francs. La gratuité des trajets est autorisée au moins de 11 ans, aux personnes âgées et aux titulaires d'une carte d'invalidité permanente. A signaler que cette politique tarifaire est intervenue peu de temps avant les élections provinciales !

Cégélec : augmentations pour les salariés

Début Mars, le conflit à Cégélec était terminé pour une partie des grévistes. Les représentants de l'USOENC ont signé un protocole de fin de conflit prévoyant une revalorisation salariale par rapport à nos camarades grévistes STKE qui eux, ont réclamé une augmentation de tous les salaires, sans distinction et le paiement des jours de grève.

Fin Avril : une bonne nouvelle tombe pour l'ensemble de la fédération BTP où un protocole a été signé entre les différentes parties (l'USTKE et la direction). Bien avant, début Février, la section STKE et la section de l'USOENC de cette entreprise, Cégélec spécialisée en électricité, en génie climatique, en construction métallique, en maintenance multitechnique... basée à Numbo, réclament pour l'ensemble des salariés une augmentation de tous les salaires. De l'autre côté, le patron

ne veut en aucun cas se soumettre aux revendications de nos camarades. Des affaires de la société (ordinateurs, véhicules...) sont emportés vers l'Anse-Vata où la direction emménage son QG loin du piquet de grève. Nos camarades n'en restent pas là puisque des actions de soutien sont menées dans le Nord, notamment à Vavouto où Cégélec mène des travaux sur le site de l'Usine du Nord. Début Mars, un accord est signé entre les représentants de l'USOENC et la direction. Ceux-ci ont opté pour une augmentation de 3% pour les personnes de niveau 2, 3, 4 mais pas pour celles de niveau 5, ni pour celles qui ont eu une promotion l'an dernier. C'est sur ces points d'achoppement que la section STKE a préféré poursuivre le mouvement. Le 6 Avril, l'entrée du site de Vavouto a été bloquée par quelques grévistes et des camarades du Nord. Une action de plus afin de faire réagir le patron. Pour le mois d'Avril, les discussions



Robert Moléana, délégué syndical STKE de Cégélec, au premier plan avec ses camarades grévistes, le 10 Mars dernier.

se sont faites à bâtons rompus. Il faudra attendre fin Avril pour que les discussions entre les deux parties reprennent. Ceci fait suite à un mouvement de grève générale lancé le 28 Avril pour les fédérations suivantes (BTP, commerce, industrie). Certaines sections le suivent et se dirigent vers le piquet de Numbo alors que d'autres vont à Vavouto afin de manifester leur mécontentement sur la non-avancée de leur dossier. Finalement la Fédération BTP obtient de l'employeur des salariés de Cégélec une revalorisation de tous les salaires et le paiement des jours de grève, le 30 Avril dernier. ■

COMMERCE

Super U Trianon : plus de considération pour le personnel

Manque de considération de la part du chef de dock. Cette attitude perdue depuis des années et c'est la raison pour laquelle le personnel STKE de Super Trianon a cessé de travailler plus d'une semaine (fin Mai).

"Le mauvais fonctionnement du dock, la gestion du personnel laisse à désirer. Donc le personnel fait souvent du double travail, ça ne peut plus fonctionner ainsi", a souligné Ludovic Omniwack, le représentant STKE à Super U Trianon, cet hypermarché situé route de l'Anse-Vata. Selon les anciens employés (plus de 10 ans de service), la direction joue sur le

côté " esprit familial " qui règne au sein de cet établissement pour établir une relation de confiance entre les dirigeants et les employés mais très souvent, cette confiance mutuelle laisse passer des choses intolérables telles que la polyvalence, le maximum de rendement pour peu de rémunération, très peu de considération pour les intérimaires, le manque de reclassification du personnel... Des problèmes laissés en l'état mais qui exaspèrent les jeunes récemment rentrés dans la société. Ainsi, le chef de dock n'en fait qu'à sa tête avec son personnel. Les intérimaires ou les apprentis en prennent pour leurs grades à cause du comportement excessif et caractériel du chef de dock. Ils dénoncent cet état de fait qui ne peut perdurer.

" On avait déjà débrayé deux fois avant cette semaine afin d'alerter la direction sur la situation. Ils n'ont pas respecté leur parole ", a

ajouté le Secrétaire Général de la Fédération Commerce STKE, Edgar Kiki, qui s'occupe des moyennes et grandes surfaces. " Nous sommes conscients que nous pénalisons la livraison, le remplissage des rayons, mais il faut bien en arriver là pour que la direction tienne compte de nos revendications ", a renchéri Ludovic Omniwack qui ne s'est pas laissé démonter par l'attitude de son employeur. Effectivement, les employés STKE ont plus que débrayer une heure mais c'est durant toute une semaine qu'ils ont affiché les banderoles, le drapeau devant l'entrée de l'hypermarché. Thé, café, jeux de cartes, pauses sandwiches ont occupé les adhérents durant leur mouvement. Les dirigeants de la section restent confiants sur le débouché de cette revendication car ils souhaitent que l'un des leurs seconde le chef de dock afin d'assouplir son travail. ■

Pari réussi pour aux Iles et au No

Son apparition sur la scène politique locale aura fait tourner la tête de quelques uns et aura donné du fil à retordre à certains. Au lendemain du 10 Mai, le camp du FLNKS devra composer avec le Parti Travailleste.

"Nous sommes prêts à travailler sur un projet politique ", a lancé Gérard Jodar lors de l'émission consacrée aux provinciales sur TNC (le soir du 10 Mai), sur le même plateau télé, Rock Wamytan a précisé que sa liste a été handicapée par le fait qu'il y avait à leur gauche le Parti Travailleste et à leur droite la liste Ouverture Citoyenne, de Louis Mapou. Une petite embarquée que Wamytan jette sur la liste de Louis Mapou, le fait que sa liste est issue d'une manipulation. Petite phrase assassine à l'encontre du dirigeant de la Sofinor qui cherchait avant tout à ouvrir les débats sur des sujets autres que ceux que les deux blocs avaient l'habitude de débattre.

Du changement dans l'hémicycle de chaque province

C'est parti pour cinq ans, les élections provinciales du 10 Mai ont montré qu'aucune majorité sortante a fait son apparition si ce n'est que les loyalistes préservent leur prépondérance en Province Sud, les indépendantistes sortent vainqueur au Nord et aux Iles. Les électeurs qui ont refusé les deux blocs ont davantage porté leurs voix vers la liste de Calédonie Ensemble, de Phillipe Gomes. Celle-ci arrive en 2^{ème} position avec 10 sièges au Congrès face au RUMP de Pierre Frogier (13 sièges au Congrès), alors que le groupe de l'Avenir Ensemble descend à la troisième place (6 sièges). Le FLNKS sort renforcé de ce scrutin et il est réconforté quant à sa position, le groupe politique des indépendantistes obtient tout de même près de 10% des suffrages exprimés en Province Sud, et ainsi il conforte sa place au Congrès mais cela reste insuffisant pour créer une majorité. Le plus surprenant est le retour de Jacques Lafleur avec son parti, le RPC, obtenant 2 sièges en Province Sud. Le plus espéré et qui a percé au vu des résultats, est no-

tre branche politique, le Parti Travailleste, avec une montée foudroyante en Province Nord. La liste tirée par Rock Doui arrive à obtenir 3 fauteuils. Une ascension non-négligeable quand on sait qu'un travail de terrain et de fond ont été faits par les camarades du Nord. Aux Iles, le même travail de terrain a été fourni avec assiduité et détermination par les camarades des loyautés. Ainsi, la liste tenue par Louis Kotra Uregei obtient 2 sièges soit en moyenne 20% des voix qui se sont exprimées en faveur du Parti Travailleste sur les quelques 19 000 électeurs qui sont inscrits sur la liste spéciale. En clair, la démarche sur la problématique de " faire de la politique autrement " a fait son chemin depuis Novembre 2007, ainsi donc, le Parti Travailleste obtient 3 sièges au Congrès de la Nouvelle-Calédonie.

Faut-il rappeler que ces élections du 10 Mai sont destinées à renouveler les 76 conseillers des trois Provinces : Sud, Nord et Iles loyautés. Une partie d'entre eux siègent également au Congrès, qui élit ensuite le gouvernement collégial du pays.

Entre 2014 et 2018, un référendum sur l'accession à la pleine souveraineté peut être organisé, à condition que les 3/5 des élus du Congrès soient d'accord. Passés 2018, l'Etat organisera d'office ce scrutin. Les dirigeants locaux souhaitent unanimement passer ce cap sans retour aux violences qui ont déstabilisé la Nouvelle-Calédonie entre 1984 et 1988, mais leurs analyses divergent.

Divisions politiques

Les prochains élus devront gérer cette période de vaches maigres dans un contexte incertain, marqué par des écarts de revenus largement supérieurs à ceux observés en métropole, une fiscalité obsolète héritée de l'économie de comptoir et un coût de la vie plus élevé que dans l'Hexagone, soit 30% de plus.

Dans un paysage politique divisé, 40% de

le Parti Travailleiste

ord

l'électorat restait encore indécis à la veille des élections. Il s'agissait pour tous les candidats des listes de convaincre les indécis. Place publique, maison de quartier, maison commune des tribus ou chez les particuliers, tous ces lieux ont laissé la place à des meetings, et c'était bon pour foudroyer les partis en place ou surtout jeter la pierre sur ce qu'ils n'ont pas fait. Et de rappeler enfin, qu'il faut bâtir un projet de société où de fortes inégalités sont constatées. En d'autres termes, réduire les inégalités sociales et l'avenir politique du pays à l'issue de l'accord de Nouméa étaient au centre de la campagne des différents partis.

A Nouméa, la coordination sud du Parti Travailleiste a fait un travail également de terrain mais elle n'a pas su aller au-delà des espoirs escomptés. Des électeurs des quartiers se sont quand même montrés attachés aux idées défendues par notre tête de liste du Sud, notamment à Rivière-Salée, à Saint-Quentin, à Logicoop, à Montravel. C'est à Yaté que l'on a montré beaucoup d'intérêt aux idées du Parti comme dans la commune d'Harold Martin, à Dumbéa, et au Mont-Dore. D'un avis certain, mais sans nul doute probable, il faudra constituer et/ou redynamiser les comités communaux du Sud afin de palier au manque de représentativité politique. Le pari est lancé pour qu'en 2014, la coordination sud arrive à obtenir au moins un élu dans l'hémicycle de la maison bleue. Qui veut, pourra l'avoir !

Egalement, il faudra tenir compte des listes qui n'ont pas passé la barre des 5% des suffrages, notamment dans le Sud comme celle d'Ouverture Citoyenne de Louis Mapou, la liste Génération Destin Commun de Jean-Raymond Postic, de ROC Plurielle, du Front National. Des listes d'ouverture pour les deux premières d'entre elles qui incombent aux nouveaux élus d'en faire une approche et d'analyser leurs points de vues. Quant au Front National, il disparaît du paysage politique, ce Parti n'a plus de représentant ni à la Province Sud ni au Congrès, alors qu'il disposait de 4 élus précédemment.

Former des coalitions

Tout n'est pas acquis, il reste à former une coalition afin de tenir des bonnes places au Congrès. Peut-être que des têtes de listes feront du pied aux autres afin de pourvoir à des sièges confortables. Confortables dira-t-on, les loyalistes l'ont avec 31 fauteuils qui seront occupés au Congrès et pour le camp indépendantiste, il se positionne au Boulevard Vauban avec 23 fauteuils. Faut-il encore que des alliances de cœur ou de raison se fassent afin qu'une majo-



Les listes indépendantistes arrivent en tête au Nord comme ici, et également aux Iles. Les partis de droite disparaissent complètement de l'hémicycle provincial des Iles.

rité absolue l'emporte !

Les loyalistes le souhaitent avec une majorité stable sans aucune mesure afin de ne pas faire comme à Tahiti où le gouvernement a été renversé plus d'une fois, faute de majorité ! Ce qui est sûr, c'est qu'il faudra avoir le bon allié et les programmes devront se conjuguer dans un commun accord. Les discussions vont aller bon train en coulisse, des alliances devront se former durant la semaine du 11 Mai avant l'élection des assemblées de provinces du 15 Mai, et de celle du Congrès du 22 Mai.

Une inquiétude se pose tout de même sur le fait qu'aucune alliance ne soit possible. Alors, un schéma pourrait éventuellement se dessiner comme à Tahiti. Mais nous dira-t-on que la Nouvelle-Calédonie n'est pas Tahiti, et les Calédoniens ne sont pas des Tahitiens. L'esprit du consensus régnera sûrement !

Il est clair que nos élus du Parti Travailleiste diront ce qu'ils pensent. Une fois installés dans les hémicycles du Nord et des Iles, ils agiront en conséquence. Nos têtes de listes aimaient à le dire durant leur tournée de campagne : " *Le Parti qui dit ce qu'il pense et fera ce qu'il dit* ". Ils ne tiennent qu'à eux de tenir leur engagement. Ainsi, il en va des nouveaux élus des assemblées de province et du Congrès de se mettre au travail. Allez " *Go Wakè* ". ■

Souviens-toi, Fils de l'igname...



" *Souviens toi, Fils de Kanaky* ", on pourrait titrer autrement cette pensée jetée à même le sol, mais dont la terre se souvient. «*Souviens toi, Fils de l'igname*» cette tubercule, l'offrande de l'homme à sa terre. L'igname a la mémoire, elle récite la terre, elle chante la vie, elle fredonne des refrains. Cette pensée se distingue par sa couleur, tout d'abord la peur (noir) puis se termine par l'espoir (vert). Entendez par là, la phrase finale : " *Par toi, Kanaky naïtra* "... Lisez plutôt entre les lignes et laissez-vous emporter par votre imagination...

Tes ancêtres ont souffert dans la peur,
Ton pays saigné au cœur,
Continue d'ouvrir les bras.

Souviens-toi, Fils de l'igname.

La souffrance qu'engendre une colonisation,
Gangrène et affaiblit des générations,
Faisant miroiter les bienfaits
de l'autre monde.

Souviens-toi, Fils de l'igname.

Tes savoirs sont convoités par l'occident,
Ta culture intemporelle n'a d'équivalent,
Préserve cette flamme,
Ne perd pas ton âme.

Souviens-toi, Fils de l'igname.

Tes grands frères ont résisté devant l'opresseur,
Pour que des enfants ne vivent plus dans la peur,

Sois digne de tes ancêtres,
Reste kanak et fier de l'être.

Par toi, Kanaky naïtra de l'igname,

Fais vibrer la conque sacrée,
Annonce à tes frères et amis,
L'igname doit être plantée dans l'unité;
Pour que vive Kanaky.

Par toi, Kanaky naïtra de l'igname,

Kanaky de tes aïeux, pourra enfin pardonner,
A ceux qui l'ont rejetée, humiliée,
Kanaky de tes enfants, pourra tonner,
L'hymne de la liberté, tant recherchée.

Souviens-toi, Fils de l'igname,
Par toi, Kanaky naïtra.

Jean-Claude Tutugoro

De la bonne humeur avec William !



Rien de plus simple pour William que de participer activement aux nombreuses manifestations de la centrale syndicale si ce n'est de temps en temps, être aux côtés de sa famille à Plum. Originaire des Iles Bélep, William Béalo, 25 ans, un grand gaillard et toujours prêt à blaguer avec ses collègues et ses camarades. La réalité du terrain lui a tout de suite plu, il n'en démord pas. C'est l'un de ceux qui se sont battus lors des affrontements du conflit Carsud.

D'un ton rieur, il se dit prêt à affronter l'avenir avec sérénité car il a été à la bonne école, selon notre jeune militant. Sorti du lycée Père Guéneau à Bourail, William se rend tout de suite à Nouméa pour chercher du travail, fin 2003. Ayant en poche, un CAP Mécanique Bateau, ce diplôme ne le procurera pas du travail dans son domaine. De petit boulot en petit boulot, il arrive à décrocher quelques jobs, entre autres dans la maçonnerie, dans la livraison. De passage même à River Read, une société de vente de bateaux à la Montagne-Coupée, il effectuait à ce moment-là du

dépotage de container. Pas très intéressant, mais William s'entête à trouver mieux afin d'améliorer son quotidien. De fil en aiguille, il se rapproche de la CSP. Et c'est là, qu'il va commencer en tant que ripeur-chargeur. Le contexte social s'y prête bien en ce début d'année de 2004. L'USTKE est confrontée cette année-là à la direction pour le cas d'un de nos adhérents. Il se dit « face à face aux réalités du terrain », et cela le conforte dans son combat syndical. « Le fait qu'on se mobilise sur le terrain cela nous encourage à nous battre pour des causes justes », remarque-t-il. Son entrée à la Calédonienne de Service Public l'appuie dans ses démarches, après un CDD de quelques mois, il est tout de suite pris en CDI. C'est vrai qu'il n'y a pas que le terrain, il y a aussi les bases théoriques. « J'ai suivi le stage de base l'an dernier avec d'autres collègues. Cela m'a permis d'avoir des fondements bien que le terrain, nous l'avons pratiqué à plusieurs reprises ! », rajoute William qui continuera dans sa lancée à la fin de cette année. Un autre stage en préparation à la Centrale l'attend. Il sera parmi les prochains stagiaires. Un autre événement marquant a fait rejaillir de ses souvenirs la solidarité qui prévaut à chaque fois : c'est le conflit de Carsud. C'est l'une des grèves qui l'aura marqué davantage, d'une part à cause de sa proximité de Nouméa non sans compter celui de Ponérihouen, d'autre part le fait qu'il aura duré plus d'un an. Il a fait parti de ces personnes qui se rendaient régulièrement sur le piquet de grève devant l'entrepôt de Normandie. Il était même présent pour le démontage des installations sommaires du piquet, par ailleurs il a pris cette journée comme un jour de congé. Comme à son habitude, sa

bonne humeur était de la partie aussi. Ses camarades n'ont pas manqué de rire de ses farces ! Avaler une mille-patte, non quelle horreur, diriez-vous ! Sachez que notre principal intéressé l'aurait fait croire à une de ses camarades le jour où ils ont tout débarrassé sur le piquet de Normandie. Heureusement, c'était parti dans une franche rigolade. Alors, attendez-vous à le croiser et de rire un bon coup ! Ce qui l'a plus impressionné, c'est le rôle tenu par les responsables de la Centrale lors du conflit d'Holcim (société importateur et fabricant de ciment). « C'est le côté organisationnel des transports du ciment quand les entreprises ont en manqué. Il fallait tout mettre en place. Du stock au transport des sacs de ciment : le fait que l'on stocke... Les camions viennent les chercher puis les distribuent aux entrepreneurs ayant besoin du matériau. Tout cela a été notifié et rendu compte à la Direction du Travail puis il a été relayé à la Fédération des Petites et Moyennes Entreprises » a noté William qui ne cache pas de saluer au passage le travail fait par l'organisation syndicale. « On lui prêterait même le nom de machine de combat quand il s'agit de sauver des emplois », souligne-t-il indirectement lors d'une conversation. « C'est ce que je préfère c'est toute cette force que dispose l'USTKE quand il faut se battre pour un homme ou pour plusieurs adhérents », a-t-il rajouté. ■



Lors du démontage du piquet de Carsud(25 Avril dernier), William est au premier plan.



Bravo pour la toute jeune équipe de la SMSP qui a remporté les élections du Comité d'Entreprise en décembre dernier. Tenu par Bertin Boéré (2^{ème} rang à partir de la gauche) qui a salué à l'occasion d'une réunion la responsabilité de chacun à avoir lors des rencontres avec la direction. D'autres rencontres sont prévues au cours de cette année.

Les premiers stagiaires de l'année ont fait leur rentrée le 6 Avril dernier. Une semaine de formation durant laquelle le monde de l'entreprise, le milieu syndical, les questions relatives à l'employé d'une société... n'ont plus de secret pour nos adhérents... Divers thèmes ont été traités par nos formateurs. Prochain rendez-vous est fixé du 20 au 24 juillet.



Reprise fructueuse pour les bouchers de Super U Trianon. Après trois mois dans l'incertitude, les bouchers de l'hypermarché de Trianon retrouvent leur activité principale. Un protocole de fin de conflit a été signé entre les différents protagonistes, le 3 avril dernier. Très contents de la reprise de l'activité, à savoir que nos six bouchers sont les actuels repreneurs de la société. Ils louent l'emplacement réservé à la vente et les lieux de stockage de la viande. Le matériel leur ait également loué par la direction de Super U situé sur la route de l'Anse-Vata. Une reprise qui s'avère prometteuse pour l'ensemble de l'équipe. Au passage, leur représentant remercie toutes les sections qui ont apporté leur soutien lors de leur mouvement.

Surprenant mais différent des précédentes grèves est le lieu où la section d'Aircal s'est retrouvée acculer par les forces de l'ordre, le rond-point de Magenta. Un emplacement peu banal mais stratégiquement en notre faveur : lieu de passage, lieu de circulation. Il est situé aussi près du dépôt de carburant. Ce rond-point, baptisé pour l'occasion " l'îlot brosse " par nos camarades, a été également évacué par les forces de l'ordre. Mais la Fédération THT a montré fermement sa détermination et a souhaité vivement trouver une issue à ce conflit.



L'actualité sociale en bref

La " Foha " fera couler beaucoup d'encre



Ce bassin s'écoule directement dans le lit de la rivière. Le tuyau principal viendrait du centre d'épuration des eaux usées de la commune.

Mi-Mai (17 Mai), pendant que les uns ont fêté la fin des festivités pour l'élément « eau » dans le centre du village de La Foa, d'autres se sont affairés à dénoncer les différents déversements produits dans la rivière de la Foha à l'aire de repos au niveau du pont à la passerelle Marguerite.

Certains de leur source, le collectif " Foha " - du nom de la principale rivière qui traverse la sortie sud de la commune - a dénoncé durant ce week-end (16-17 Mai) les différents types de rejets (eaux usées, eaux pluviales provenant de la zone urbaine) signalés sur le long des berges de la rivière. A signaler dans une plus grande proportion et plus dangereuse pour l'environnement végétal, animal, voire humain qui pourrait avoir une conséquence

néfaste dans les différents écosystèmes (plaine alluviale, rivière, creek, mangrove) est le rejet, peut-être sans contrôle, des eaux usées voire toxiques provenant de l'usine à crevette située dans le quartier de Méaré.

Un autre cri d'alarme a été entendu est celui des pêcheurs du ti-lapia, du mullet noir qui seraient de moins en moins présents dans les eaux de la Foha. Une bonne surprise pour ce collectif est la mobilisation d'un expert en eau qui a fait des prélèvements sur quatre points donnés. Ceux-ci seront analysés dans un laboratoire. Les résultats serviront à appuyer le dossier du collectif, si toutefois les données s'avèrent positives ; la mairie, l'usine de crevette, et le centre d'épuration des eaux usées de la commune devront marcher sur des œufs et peut-être grinceront-ils des dents ! ■

Grogne des rouleurs de la Zac de Dumbéa

Près d'une trentaine de camions-rouleurs ont bruyamment fait leur entrée en ville, le vendredi 15 Mai, dans les rues de Nouméa. Un tour du centre-ville afin d'alerter les autorités. Ils réclamaient une revalorisation de leur tarif horaire. Ils s'activaient principalement depuis le début de l'année dans la zone d'aménagement concertée (ZAC) de Dumbéa.

Deux semaines avant, le coup de gueule de leur représentant a amené la fédération des entreprises du BTP à réfléchir sur la situation des rouleurs. A savoir que ceux-ci sous-traitent avec des entreprises

du BTP qui leur proposent des contrats. Une demande des prix pratiqués au vue des contrats entre rouleurs et sociétés du bâtiment varie d'un rouleur à l'autre. Une stabilisation des prix permettrait de mieux accorder les violons en tant de crise. Surtout que l'augmentation des prix se fait sentir dans tous les secteurs et le secteur du bâtiment n'est pas en reste.

Lundi 18 Mai, un protocole d'accord a été signé entre les différentes parties. Le chantier devrait reprendre le lendemain de la signature où sera implanté le futur médipôle. ■

Grosses perturbations dans le pays

L'activité économique a été freinée lors de la semaine du 8 Juin. Elle fait suite à la grève générale lancée par la Centrale. Pénurie d'essence aux pompes, manque de farine dans les boulangeries...

Le retour des élèves dans certains établissements publics et privés (lycée Jules Garnier, lycée Grand Nouméa, lycée Do Kamo, lycée Agricole de Pouembout, les écoles de la DDEC à Ponérihouen...) a été particulièrement agité voire même une rentrée au compte goutte des élèves en début de semaine. Des sociétés ou des chantiers du BTP ont été bloqués, des entreprises privées fermées quelques heures par des camarades, des sociétés de transports suburbains et urbains (Carsud, Karuia) bloquées et libérées par les forces de l'ordre. L'aérodrome de Koné, celui de Touho occupés par les militants du Nord. La subdivision administrative de Koné et celle de Poindimié : grande mobilisation des camarades devant ses locaux de l'Etat (près de 150 personnes mobilisées à Koné). Près de 500 personnes mobilisées dans le Sud et presque autant dans le Nord. La police, les forces de l'ordre ne savaient plus où donner de la tête. La conviction et la solidarité entretenues au sein de l'organisation syndicale ont favorisé la mobilisation générale. La détermination des militants sur le terrain, aux Iles, au Nord, au Sud du pays, a aussi permis d'ouvrir des négociations dès le mercredi 10 Juin.

Les camarades de Maré, de Lifou, d'Ouvéa ont aussi participé activement à cette grande mobilisation. Les négociations ont abouti à la signature du protocole d'accord par nos responsables (jeudi 11 Juin vers 18 h 30) et la griffe des dirigeants de la compagnie domestique était encore dans l'attente le week-end du 13 juin. A signaler la médiation du haut-commissaire et celui du président du gouvernement dans le règlement de ce conflit. Les grévistes d'Air Calédonie ressortent de ce conflit entièrement satisfaits. ■

ILES FIDJI

Le conseil de Sécurité de l'ONU se préoccupe de la situation des Iles Fidji

Le conseil de Sécurité des Nations-Unies, au terme de sa réunion le mardi 21 Avril dernier à son siège de New York, s'est déclaré " profondément préoccupé " par la situation aux Iles Fidji et a notamment demandé aux autorités de cet archipel et à son gouvernement provisoire de tenir le plus tôt possible des élections justes.

L'un des points ayant particulièrement retenu l'attention du conseil de sécurité de l'ONU serait le fait que le gouvernement fidjien (reconduit dans son intégralité le 10 Avril par le Président Ratu Josefa Iloilo, mais désormais dans un cadre extraconstitutionnel -la Constitution ayant été déclarée abrogée-) ait depuis insisté sur le fait que contrairement au premier exécutif post-putsch (entre Janvier 2007 et Avril 2009), ce gouvernement dirigé par le contre-amiral Franck Bainimarama n'est plus un gouvernement provisoire ou intérimaire, mais un gouvernement tout court.

Le Président Iloilo, en annonçant l'abrogation de la Constitution, le vendredi Saint, annonçait aussi que le mandat de ce gouvernement extraconstitutionnel pourrait courir jusqu'à " Septembre 2014 ", date-butoir qu'il a mentionnée pour des élections législatives censées rétablir la démocratie dans cet archipel, mais seulement après que des réformes électorales et constitutionnelles aient eu lieu.

Depuis le 10 Avril, le gouvernement dirigé par le Contre-amiral a imposé une censure aux médias locaux et régionaux et, dans le cadre d'un nouvel état d'urgence d'un mois, restreint les libertés individuelles, suscitant des inquiétudes et des protestations de la part de la communauté internationale (Commonwealth, Nations-Unies, Union Européenne, Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis) et régionale (Forum des Iles du Pacifique).

Les préoccupations du Conseil de Sécurité ont été exprimées après avoir entendu un point de la situation présenté par le service politique de l'ONU, a précisé lors d'un point de presse post-conseil l'ambassadrice du Mexique, Claude Heller, qui assure ce mois-ci la présidence tournante de cet organe de l'ONU rassemblant 15 États.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU a par ailleurs déclaré qu'il continuerait à suivre de près les évolutions de la situation à Fidji, tout en considérant que les événements de ces dix derniers jours constituaient un " retour en arrière ". En fin de semaine dernière, le Président Iloilo (âgé de 88 ans) nommait Ratu Epeli Nailatikau, ancien ministre des affaires étrangères et ancien chef des forces armées, au poste de Vice-président, poste qui était resté vacant depuis le putsch du 5 décembre 2006 et le départ forcé du précédent titulaire, Ratu Joni Madraiwiwi. Toujours la semaine dernière, la Banque de Réserve (centrale) de Fidji, dont le Gouverneur venait d'être remplacé, a annoncé une dévaluation de vingt pour cent du dollar fidjien dans le but affiché de soutenir le secteur touristique, un des piliers de l'économie fidjienne.

L'appareil judiciaire, limogé dans son ensemble le 10 Avril, est depuis en voie de reconstitution par voie de nominations par décret présidentiels, mais les tribunaux-clé comme la Cour Suprême ou la Haute Cour ne sont toujours pas opérationnels.

Sanctions : le difficile juste milieu ?

Outre des sanctions imposées depuis Décembre 2006 (notamment par l'Australie et la Nouvelle-Zélande) sous forme de restrictions de visas pour les personnes (et leurs proches) participant au régime issu du putsch, les sanctions les plus immédiates jusqu'ici mentionnées, à la lumière des événements de ce mois-ci, ont été l'exclusion de Fidji du Forum et du Commonwealth.

Le Forum, dont la position sert de curseur au reste de la communauté internationale, avait, lors d'une réunion exceptionnelle de ses dirigeants le 27 Janvier à Port-Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée), avait exigé un retour à la démocratie de Fidji avant la fin 2009 et, avant cela, une annonce de calendrier entrant dans cette fourchette avant le 1^{er} Mai 2009. Mais au plan des sanctions, depuis le 14 Avril, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, grands voisins de la région océanienne, ont modéré leurs condamnations en soulignant que le souci principal des gouvernements de Canberra et de Wellington était de ne pas prendre de mesures pouvant toucher directement le peuple fidjien. Aussi bien à Wellington qu'à Canberra, l'idée d'imposer des sanctions commerciales semblait relativement éloignée. Déclarant que ce genre de sanctions (y compris sportives) n'était pas le but du gouvernement de son pays, Stephen Smith, ministre australien des affaires étrangères, déclarait pour sa part qu' " au contraire, nous ne voulons pas uniquement le retour de Fidji à la démocratie, mais nous voulons un rétablissement économique et social pour le peuple de Fidji ". Murray McCully, ministre néo-zélandais des affaires étrangères, voyait néanmoins dans l'évolution de la situation à Fidji " le moule traditionnel propice aux dictatures militaires. Et partout ailleurs dans le monde, la fin n'a jamais été très heureuse ".

Mardi 21 avril : l'organisation Amnesty International, dans un communiqué a estimé qu'au plan des droits humains et des libertés individuelles, la situation à Fidji " empire de jour en jour ". " La population vit dans la peur du fait des mesures draconiennes mises en place par le régime ", a estimé M. Apoloss Bose, représentant régionale d'Amnesty, qui vient d'effectuer une mission sur place (son pays d'origine). Il rappelle aussi que depuis le 10 Avril, des agents du ministère de l'information sont postés dans les rédactions des médias locaux pour vérifier le contenu et censurer les sujets jugés " négatifs ".

L'Australie avait été particulièrement active auprès des Nations-Unies en demandant à l'organisation mondiale de cesser de recruter des soldats fidjiens pour ses forces de maintien de la paix.

Du point de vue de Canberra, partagé aussi par Wellington, l'emploi de casque bleus fidjiens (qui jouissent d'une excellente réputation, près de trois cent soldats ou policiers actuellement en poste à travers le monde) " ne fait que soutenir le régime, à la fois en termes financiers et en crédibilité ". " Le gouvernement australien demeure opposé à toute implication de l'armée fidjienne dans toute nouvelle opération de maintien de la paix de l'ONU ", a confirmé le département australien des affaires étrangères, le Mardi 21 avril dernier. ■

France : une actualité sociale brûlante

La colère des salariés

Rien ne va plus. La colère explose dans les entreprises, les salariés sont touchés de plein fouet par la récession économique. Entre colère et désarroi, la violence prend souvent le dessus.

Des salariés de Continental ont détruit le 21 Avril dernier une guérite à l'entrée de l'usine de Clairoix (Oise). La colère a explosé chez les « Conti » qui ont saccagé la sous-préfecture de Compiègne. Cette colère, elle a fait suite au rejet de leur demande de suspension de la procédure de fermeture du site de l'usine. Ceux-ci n'ont pu se retenir.

En Haute-Garonne, un autre tableau se dessine mais les contours restent les mêmes. Après que les dirigeants de Molex aient été libérés, les salariés se retrouvent à la table des négociations, le même jour que ceux de l'Oise. Molex, étant spécialisé dans l'équipement des automobiles américains ; l'usine est installée à Villemur. En Octobre 2008, Molex avait annoncé la fermeture de son usine qui emploie 300 personnes. Retenus pendant 24 heures par des salariés en colère, les deux dirigeants ont parlé de calendrier de négociation alors que l'avocat du comité d'entreprise a exigé des négociations immédiates concernant le maintien d'une activité sur le site.

" Nous n'organiserons pas de référendum " pour soumettre un plan aux plus de 2000 salariés des sites isérois de Caterpillar, a déclaré l'élu (CGT) du C.E, Patrick Cohen, le mardi 21 Avril dernier, présentant cette décision comme étant celle de l'intersyndicale. Ainsi, le comité d'entreprise a critiqué ouvertement les conditions de l'accord de fin de conflit signé le 19 Avril entre les syndicats et la direction.

Furieux des conditions de l'accord de fin de conflit signé à Paris, et notamment de l'absence de délégués syndicaux, des salariés de Caterpillar ont voté contre ce protocole, lors d'une AG mouvementée, qualifiée de " pseudo assemblée générale " par un négociateur parisien du plan. De son côté la direction a confirmé qu'elle va revoir à la baisse le nombre de suppression de poste et elle s'est engagée à assurer la pérennité de son site dans l'Isère.

22 Avril dernier, finalement un changement de tournure : les salariés proposent la tenue d'un " référendum " avec les propositions de la direc-

tion et celles des salariés. Cet accord ramène à 600 le nombre de suppressions de postes, initialement prévu à 733, mais ne se substitue pas aux négociations autour du plan de sauvegarde de l'emploi.

La fracture sociale se fait ressentir, elle se propage de région en région. La gauche accuse le gouvernement d'être responsable de cette fracture économique qui engendre un mal être social.

Séquestration de patrons (Sony, Caterpillar, Molex, etc...) pour des conditions de départ plus favorables pour les salariés. Remontés contre des décisions de justice, les salariés tapent du poing sur la table. François Fillon, 1^{er} ministre a promis dans une interview accordée à France Inter, le mercredi 22 Avril dernier, de poursuivre les salariés qui ont commis des violences. Il a également mis en garde les patrons qui " attisent " la colère des salariés par leur comportement. C'est sans doute le porte-parole du NPA (Nouveau Parti Anti-Capitaliste), Olivier Besancenot qui dénonce de la façon la plus virulente un " vocabulaire de guerre sociale " employé par Nicolas Sarkozy et François Fillon, leur servant, d'après lui à justifier " la répression ". Le leader d'extrême gauche défend les actions des salariés « menacés par la politique patronale », a ajouté le NPA.

Arlette Laguiller (Lutte Ouvrière) s'en est pris, à son tour, à " tous ceux qui invoquent la loi pour s'indigner " de blocages, d'usines ou de séquestrations. Quand à Marie-Georges Buffet a précisé que c'était une colère " normale " : " il y a besoin de créer un rapport dans ce pays au profit des salariés » qui se retrouvent « devant un mur " et des patrons " voyous ".

L'UMP a répondu laconiquement : " Les dégradations violentes ne sauraient être acceptées et ne constituent en aucun cas une réponse aux inquiétudes compréhensibles des salariés ".

Afin de ne pas se laisser abattre, les salariés de " Conti " en France ont rejoint ceux de Hanovre (Allemagne). Une manifestation de grande envergure s'est tenue le mercredi 29 Avril devant l'autre site " Conti " allemand. ■

1^{er} Mai



de Nouméa

